



Alliance of Liberals and Democrats for Europe
Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe



Votre Europe

Ile-de-France

LA LETTRE DE **MARIELLE DE SARNEZ**, DÉPUTÉE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Édito



La session inaugurale de notre Parlement la semaine dernière a été marquée par l'élection du Président de la Commission sur laquelle nous revenons plus longuement en page 3. Mais elle a également vu l'adoption de textes qui auront un impact direct sur nos concitoyens européens : la protection des données personnelles pour le transfert des données bancaires avec les Etats-Unis, la

coordination au niveau européen pour lutter contre les incendies ou encore la mobilisation de plus de 100 millions d'euros pour venir en aide aux 31 départements du Sud-ouest de la France gravement touchés en janvier dernier par la tempête "Klaus".

Nous sommes dans l'attente proche du référendum irlandais, le 2 octobre sur le Traité de Lisbonne. Cette ratification conditionne toujours le programme de travail de l'Assemblée européenne. Avec ce traité, notre Parlement sera confirmé comme un véritable co-législateur avec le Conseil des ministres. Notre pouvoir de

codécision sera ainsi étendu à des domaines tels que l'agriculture, le commerce extérieur, la justice et les affaires intérieures. Nous disposerons également de compétences renforcées concernant le budget de l'Union, avec des pouvoirs identiques en matière de dépenses agricoles. Un Parlement plus fort permettra aux citoyens de peser davantage dans les débats si importants qui vont s'ouvrir. Je pense à la réforme de la Politique agricole commune qui dépasse de loin les seules questions budgétaires et concerne le modèle de société dans laquelle nous voulons vivre. Je pense aussi à l'organisation du commerce international dont nous devons exiger qu'elle soit réformée pour que soit désormais pris en compte la qualité sanitaire, sociale et environnementale des produits. En attendant, formons le vœu que les Chefs d'État et de Gouvernement réunis à Pittsburgh cette semaine aient le courage de poser enfin des actes fondateurs pour un nouvel équilibre du monde. Taxe mondiale sur les transactions financières (dite Tobin), lutte contre les paradis fiscaux, régulation et contrôle des marchés financiers, aide aux pays en voie de développement, il est grand temps de sortir des discours pour agir enfin.

Marielle de SARNEZ

Qu'en pensez-vous ? Vos suggestions, vos réactions, vos propositions pour l'Europe...

Vous avez été nombreux à m'avoir adressé des messages, tous positifs, et je veux vous en remercier chaleureusement. Vous m'avez également fait part de vos suggestions sur les sujets qui seront à l'ordre du jour européen des prochains mois. Là encore, un grand merci.

À Florence C. qui m'interroge sur la **politique démographique pour l'avenir** : vous proposez, face aux enjeux du réchauffement climatique, que soit mise en œuvre une politique raisonnée de limitation des naissances. Je crois que le moyen le plus efficace pour parvenir à une limitation des naissances, c'est le développement, l'élévation du niveau de vie. L'explosion démographique, c'est toujours pour les pays pauvres. Mais je veux ajouter ceci : pour vivre dans une société vivante, et pour garantir la solidarité entre les générations, on a vitalemment besoin de renouvellement. Tout est donc une question d'équilibre. En tout cas, voilà un beau sujet dont nous allons continuer de débattre...

En réponse à Robert L. : je suis d'accord avec vous pour dire que l'Union européenne doit se doter d'une **vraie gouvernance politique**, et mettre en œuvre des politiques intégrées en matière fiscale, sociale, économique.

Sur la question d'un dialogue de **l'Europe avec "des régimes totalitaires"** (vous pensez notamment à la Chine et à la Russie), je crois que l'on peut se parler sans rien céder pour autant sur le fond. C'est par exemple ce que réussit assez bien à faire Angela Merkel avec la Chine, ce qui n'empêche d'ailleurs pas l'Allemagne d'être premier pays européen exportateur. Sur la Russie, j'ai été très frappée de l'absence totale d'initiative européenne au moment de la crise du gaz avec l'Ukraine. L'Europe devrait peser davantage pour empêcher de telles dérives. Sur ce point, je vous rejoins.

À Jean-Paul D. : je partage vos critiques sur la manière dont le Gouvernement Français met en place la **taxe carbone**. Pour être juste et efficace, la fiscalité écologique doit se faire à prélèvement égal, de façon progressive pour que chacun puisse adapter dans le temps sa stratégie en matière d'économies d'énergie, et au plan européen pour que tout le monde soit traité de la même façon. D'accord avec vous aussi pour dire l'urgence d'investissements massifs dans les transports en commun, particulièrement dans notre région d'Ile-de-France, pour en améliorer la quantité, mais aussi la qualité.

Viviane B. m'interroge sur la mise en place d'**"un réseau de correspondants européens"** pour entretenir un lien avec nos concitoyens sur les questions européennes. J'y suis tout à fait favorable. C'est pourquoi, j'ai souhaité que cette question soit à l'ordre du jour de notre prochaine Union régionale pour que chaque département puisse désigner ses correspondants.

Enfin, quelques mots pour répondre à Jean-Pierre V. de Gironde qui m'interroge sur la **communication des députés européens du MoDem**. Chaque député est libre d'adresser, au rythme qu'il souhaite, une infolettre aux adhérents de sa circonscription (pour ma part, j'ai choisi de le faire à l'occasion de chacune des sessions). Nous avons également prévu d'envoyer une lettre d'information de la délégation, c'est à dire des 6 députés, à l'ensemble des adhérents, selon un rythme trimestriel (la 1^{ère} vous parviendra avant la fin de l'année). De surcroît, un site internet est en cours de réalisation. Il sera à la disposition de l'ensemble des adhérents au cours du mois d'octobre.

Envoyez-moi vos réactions et suggestions à : marielle.desarnez@europarl.europa.eu

■ La délégation MoDem au Parlement européen :

Nominations clés de vos députés dans les délégations parlementaires.

Marielle de Sarnez,

Membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE,
Suppléante de la délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine,
Suppléante de la délégation Chili.

Jean-Luc Bennahmias,

Membre de la délégation Australie et Nouvelle-Zélande,
Suppléant de la délégation États-Unis.

Nathalie Griesbeck,

Membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE,
Suppléante de la délégation Mercosur,
Suppléante de la délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine.

Robert Rochefort,

2ème vice-président de la délégation pays du Maghreb et Union du Maghreb arabe,
Membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne

Sylvie Goulard,

Membre de la délégation pour les relations avec le Japon.

Corinne Lepage,

Membre de la délégation République populaire de Chine,
Suppléante de la délégation pour les relations avec le Japon.

Les délégations du Parlement européen, permettent aux députés européens de dialoguer avec leurs homologues des parlements nationaux et régionaux des pays non membres de l'UE, elles sont au nombre de 40.



■ Billet d'humeur

Faut-il y voir les vertus pédagogiques de la crise? Toujours est-il que les termes du débat changent au sein de l'Union européenne où les fétichistes du marché sont de plus en plus marginalisés. C'est naturellement patent concernant l'encadrement des activités bancaires et financières où un consensus émerge, y compris à Londres, pour que le prochain Sommet du G20 à Pittsburg débouche sur des décisions concrètes susceptibles de modifier les comportements des acteurs financiers. Certes les propositions audacieuses des Démocrates, comme le superviseur unique européen, ne sont pas encore d'actualité - encore que le Président réélu de la Commission, José Manuel Barroso, se soit engagé à ouvrir le débat dans les 3 ans - mais du moins plus personne ne conteste le besoin général d'une réglementation renforcée. Cette évolution est aussi sensible sur un autre dossier tout aussi sensible : la crise laitière. Bien sûr, la Commissaire danoise à l'Agriculture fait de la résistance et refuse toujours de renoncer à son funeste projet de suppression des quotas laitiers mais elle est sur un siège éjectable et personne ne regrettera son prochain retour au pays. Elle même propriétaire d'une grosse laiterie industrielle, ne justifiait-elle pas voilà quelques semaines l'achat par la grande distribution de lait néo-zélandais au nom de la libre concurrence mais au mépris du sens commun : quelle empreinte carbone laisse un vraquier de lait sur 20 000km ?! Il est encourageant de constater qu'une large majorité se dégage au Parlement européen pour préserver les fondements de la politique agricole commune, ce qui est de bon augure pour la réforme de la plus ancienne politique européenne dont la négociation se tiendra sous cette législature. Décidemment, les temps changent.

Yannick LAUDE

■ Élection du nouveau Président de la Commission européenne :

Débat en plénière.

Intervenant mardi 15 septembre au Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, lors du débat d'investiture de José Manuel Barroso, Marielle de Sarnez, Présidente de la délégation du Mouvement Démocrate, a déclaré :

"Il y a dans cet hémicycle des parlementaires, dont je fais partie, qui ne vous accorderont pas leur confiance lors du vote de demain. Je veux vous dire les raisons de ce choix ; vous dire aussi nos inquiétudes parce que je crois qu'elles nécessitent d'être entendues.

Nous pensons que la Commission est plutôt moins forte aujourd'hui qu'il y a 5 ans. Nous pensons qu'elle a trop souvent choisi, délibérément, de s'effacer derrière le Conseil pour ne pas gêner tel ou tel. Nous pensons aussi qu'elle n'a pas su utiliser le pouvoir que les Traités lui confèrent : ce droit d'initiative qui en période de crise devrait être un vrai devoir d'initiative. Nous pensons enfin que la Commission n'est plus le lieu où se forme, pour se faire entendre de tous, l'intérêt général européen. Et ce n'est pas bon pour l'Europe.

Cette Europe, elle a besoin de vision, de capacité à penser un nouveau modèle de développement. Elle a besoin de réponses nouvelles. En matière économique : comment aller vers

davantage d'intégration ; privilégier le long terme sur le court terme ; faire en sorte que les banques soient d'abord là pour soutenir les entreprises, les ménages, les investissements européens ? En matière de régulation : comment mettre en place un régulateur européen à même de discuter d'égal à égal avec son homologue américain ? En matière sociale : comment mettre en œuvre un pacte européen pour l'emploi, et comment aller vers davantage d'harmonisation vers le haut, ce qu'attendent tous nos concitoyens ? En matière monétaire : comment faire preuve de solidarité et comment réussir peut être demain un nouvel élargissement de la zone euro ? En matière de développement durable : comment réussir la transition, chez nous en Europe, mais aussi dans les pays en voie de développement qu'il nous faudrait aider et soutenir ?

Voici, Monsieur Barroso, quelques-unes des questions qui sont devant nous. Voilà pourquoi nous avons besoin d'une Commission qui renoue avec l'intérêt général européen et qui nous donne une vraie vision pour l'Europe. Tout simplement pour redonner du sens à l'idée européenne. C'est à cette aune que nous jugerons de votre action future".

(Retrouvez la vidéo de cette intervention)

■ Réunion du Conseil du Parti Démocrate européen :

L'Europe a besoin d'une réponse forte face aux nouveaux défis politiques, économiques, sociaux et environnementaux.

Le Parti Démocrate Européen, réuni en Conseil le 9 septembre à Bruxelles, a demandé dans ses priorités pour 2009-2014, à ce que la nouvelle Commission s'engage à élaborer un Plan de relance européen, à promouvoir une supervision financière plus ambitieuse et une intégration économique plus forte, un nouveau modèle de développement social, une Union européenne accomplie et plus forte dans le monde. Aucune de ces priorités n'est reflétée dans la proposition de programme de José Manuel Barroso.

C'est pourquoi les députés adhérant au Parti Démocrate Européen n'ont pas soutenu José Manuel Barroso. Le PDE est d'ailleurs déterminé à relancer le débat sur la procédure de nomination du Président de la commission qui à l'avenir

devrait être élu directement par les citoyens européens sur la base d'un programme politique clairement défini et présenté lors des élections européennes.

Les députés européens, membres du Parti Démocrate Européen, ont également affirmé leur engagement à défendre les priorités démocrates et à travailler en étroite concertation au sein des groupes parlementaires auxquels ils appartiennent.

Enfin, le PDE a nommé Gérard Deprez, ancien Président de la commission des libertés publiques au Parlement européen et Ministre d'Etat belge, Délégué Général du PDE. *"Je pense qu'avec les bouleversements politiques en Europe, le PDE a au centre un espace à conquérir, critique à l'égard des exagérations du capitalisme et mettant au cœur de ses préoccupations une exigence de justice sociale et de solidarité"* a-t-il déclaré.



■ Activités en commissions parlementaires

Intervention de Marielle de Sarnez sur les relations commerciales UE-Chine.

Dans le cadre de l'audition de l'Ambassadeur de Chine auprès de l'Union européenne, Marielle de Sarnez, députée européenne du Mouvement Démocrate, membre de la Commission du Commerce International (INTA), est intervenue mardi 1er septembre sur les relations commerciales entre l'Union européenne et la Chine. ([Retrouvez la vidéo de cette intervention](#)).

Créer de nouveaux mécanismes pour lever des fonds supplémentaires pour lutter contre le changement climatique dans les pays en voie de développement.

Marielle de Sarnez et Jean-Luc Bennahmias, députés européens et vice-présidents du Mouvement Démocrate, se sont prononcés au Parlement européen, jeudi 3 septembre, en faveur d'une "taxe Tobin verte" en co-signant les amendements déposés en commission du Développement par le député européen Vincent Peillon.

Il n'y aura pas d'accord au sommet de Copenhague sans que les pays riches n'assument les responsabilités qui sont les leurs à l'égard des pays en voie de développement. En effet, les pays développés sont bien les principaux responsables du changement climatique. Et les premiers pays touchés par ce changement, sont les pays les plus pauvres. Désertification, famine, manque d'eau, baisse de la production agricole, les effets néfastes se font d'ores et déjà sentir, et vont continuer de s'amplifier. Les pays riches doivent assumer leur responsabilité et apporter aux pays en voie de développement une compensation financière, ainsi qu'une aide technologique, pour que ces derniers soient à même de

lutter contre les effets du changement climatique. C'est ce que l'on appelle le principe du "fardeau partagé".

La Banque mondiale estime à 325 milliards d'euros les besoins des pays en voie de développement pour faire face au changement climatique d'ici 2030. Il faut donc créer de nouveaux mécanismes pour lever des fonds supplémentaires. Plusieurs questions sont encore en suspens. Notamment celle du pourcentage des revenus émanant des quotas d'émission à affecter aux pays pauvres.

Les amendements déposés par les parlementaires européens invitent la communauté internationale à accroître de manière significative son soutien financier et à explorer des mécanismes de financement innovants. Ils demandent à la Commission européenne de soutenir, dans le cadre multilatéral de la conférence de Copenhague, la création d'une taxe internationale sur les transactions financières reprenant le principe de la "taxe Tobin".

Groupe de réflexion de l'"Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe" sur la taxe Tobin

Lors de sa réunion de groupe du 16 septembre, le groupe de l'"Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe" a décidé de mettre en place un groupe de travail sur la taxe Tobin. En qualité de Vice-présidente de l'ADLE et députée européenne membre de la commission pour le Commerce International, Marielle de SARNEZ a souhaité en être membre afin d'y prendre une part active. *"Lorsqu'on parle de Taxe Tobin, on est bien loin du concept développé en 1978 par le prix Nobel d'économie, il nous faut donc aujourd'hui en redéfinir les contours"* a déclaré Marielle de Sarnez. *"Nous ne pouvons que nous féliciter que ce sujet trouve un intérêt croissant des autorités françaises, européennes et mondiales quand on sait que le montant des transactions financières est 100 fois plus important que celui des biens et des services"*.

Budget 2010 : trois amendements de Marielle de Sarnez axés sur la solidarité.

Les négociations sur le budget 2010 de l'UE, sont l'occasion de contribuer de façon concrète à un nouveau modèle de développement plus sobre, plus durable et plus juste. Au sein de la commission du Commerce International, Marielle de Sarnez a obtenu le soutien de deux amendements, l'un relatif au transfert de technologie dans le domaine des produits pharmaceutiques dans les pays en développement et l'autre relatif à la recherche en matière de maladies liées à la pauvreté, de maladies tropicales et de maladies négligées.

Marielle de Sarnez a également déposé un amendement avec sa collègue Nathalie Griesbeck concernant l'aide aux plus démunis. A l'occasion de l'année 2010, *"année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale"*, et dans un contexte de crise économique et sociale lourde, cet amendement demande une augmentation de 20% des crédits alloués à l'aide aux personnes les plus démunies.

■ Sommet du G20 :

Initiative parlementaire contre les paradis fiscaux.



Depuis la réunion d'avril du G20 de Londres, le chemin parcouru n'a pas permis de mettre un terme au rôle déstabilisateur joué par les paradis fiscaux dans la mondialisation contemporaine. Le sommet de Pittsburgh doit être l'occasion de renforcer la dynamique politique lancée en avril dernier et de la concrétiser en actes.

Marielle de Sarnez a signé une lettre ouverte au Président Barack Obama. Cette lettre, initiée par Eva Joly, Pascal Canfin et Arnaud Montebourg, sera rendue publique à Paris, à la veille du Sommet de Pittsburgh des 24 et 25 septembre prochains.

Elle demande au Président américain d'exercer une politique de pression internationale afin de faire céder les résistances à la lutte contre les paradis fiscaux qui privent nos Etats de recettes fiscales toujours plus indispensables en ces temps de crise financière, économique et sociale mondiale.

Copie de la lettre ouverte

Monsieur le Président Obama,

Nous, citoyens et députés de plusieurs pays d'Europe et du Parlement Européen, sollicitons votre appui pour que le G20 que vous accueillez à Pittsburgh permette une avancée, cette fois décisive, dans la lutte contre les paradis fiscaux.

Le 4 mai dernier, vous avez déclaré que le système fiscal américain est "full of corporate loopholes that makes it perfectly legal for companies to avoid paying their fair share. It's a tax code that makes it all too easy for a number -- a small number of individuals and companies to abuse overseas tax havens to avoid paying any taxes at all". Ce constat, nous le faisons également dans nos différents pays d'Europe, et souhaitons sans délai y mettre fin.

Pour répondre à cette injustice, le G20 a exercé une forte pression sur les paradis fiscaux pour qu'ils signent des accords facilitant des échanges d'information à la demande (on request), lorsqu'ils sont sollicités par les fiscs de nos pays. C'est un progrès, mais il est radicalement insuffisant. Les conventions de double imposition ou celles signées sous l'égide de l'OCDE sont en effet loin de régler le problème ; souvent détournées de leurs objectifs affichés, elles peuvent même contribuer à le rendre plus criant encore.

D'une part, pour traquer véritablement les fraudeurs aux revenus aisés qui refusent de participer au financement de la collectivité, il faut que ces territoires soient forcés de passer à un échange automatique d'informations : qu'ils nous informent à chaque fois que l'un de nos ressortissants vient faire des affaires chez eux. Ceux qui le font sur une base légitime n'auront rien à craindre.

D'autre part, il faut demander aux grandes entreprises de mettre en place une comptabilité pays par pays (Country by Country Reporting) qui nous permettent de savoir, pour chaque pays d'implantation, quel est le montant des actifs détenus, le chiffre d'affaires effectué, le nombre de personnes employées, les profits réalisés et les impôts payés. Les comportements douteux apparaîtront alors au grand jour. La Belgique, la Corée du Sud, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni appuient cette initiative qui a désormais besoin de votre entier soutien.

Monsieur le Président, en 1937, le ministre des Finances des Etats-Unis, Henry Morgenthau, déclarait « Les impôts sont le prix à payer pour une société civilisée, trop de citoyens veulent la civilisation au rabais », (Citation originale « Taxes are what we pay for civilized society. Too many citizens want the civilization at a discount »). Nous comptons sur votre engagement de longue date dans la lutte contre les paradis fiscaux pour que chaque personne, chaque entreprise de nos pays, paie son dû à la civilisation.

Pour financer nos plans de relance, assurer à l'économie les financements qui manquent, lutter contre la corruption et les pratiques qui grèvent le développement des pays pauvres et payer les services aux personnes victimes de la crise, il ne doit plus être possible de soustraire à la collectivité, en les dissimulant grâce aux paradis fiscaux, des fonds qui devraient servir au bien commun.

Nous comptons beaucoup sur votre politique de pression internationale pour faire céder les résistances que nous combattons depuis si longtemps.

Recevez, Monsieur le Président Obama, l'expression de notre très haute considération.

■ Brève : question écrite sur le processus de Copenhague et blocage des transferts technologiques par l'UE.

Marielle de Sarnez a usé de son droit d'information et de contrôle en adressant une question écrite à la Commission européenne. Cette question porte sur les transferts technologiques de l'Union européenne à destination des pays en voie de développement pour les aider à lutter contre les effets du réchauffement climatique.

■ Crise laitière : un premier pas encore insuffisant.



Le Parlement européen a répondu dans l'urgence à la crise laitière, qui menace des milliers de petites exploitations françaises et européennes. La Commission européenne a autorisé le doublement des aides publiques aux éleveurs sinistrés et accepté que des mesures soient prises contre les laiteries industrielles qui dépassent leurs quotas dans une course effrénée et absurde à l'hyper-productivisme.

Marielle de Sarnez, en co-signant 3 amendements déposés par Stéphane le Foll et Marc Tarabella (députés français et belge du groupe S&D), s'est prononcée pour le gel des hausses de quotas décidées à l'occasion des dernières réformes de la politique agricole commune. "L'augmentation des quotas s'est révélée une mauvaise décision, il faut y mettre fin et revenir à une régulation des marchés", a-t-elle remarqué.

"Il y a un sentiment d'abandon absolument terrible chez les producteurs de lait et le versement de nouvelles primes ne remplacera pas l'absence de perspectives, a souligné Marielle de Sarnez. Aujourd'hui la question est : " Quel modèle agricole nous voulons pour la France ? ". Est-ce que l'on veut préserver nos exploitations à taille humaine, qui concilient production agricole et aménagement des territoires ruraux, ou bien veut-on des usines à lait à la danoise ou à la britannique, c'est à dire une agriculture sans paysans? Je défends l'Europe, mais j'ai envie d'une Europe humaine, non d'une Europe qui soit toujours du côté des plus gros ! Je n'ai pas envie d'une Europe qui soit toujours du côté des marchés... Il y a autre chose que le marché, il y a des valeurs qui comptent davantage, et notre modèle agricole en fait partie".

[Retrouvez ici le texte des 3 amendements](#)

■ Les autres grands dossiers de la session :

Marielle de Sarnez co-auteur de trois résolutions d'urgence sur la situation des droits de l'homme en Russie, au Kazakhstan et en Syrie.

- **Russie** : dans un contexte où la situation des défenseurs des droits humains ne cesse de se dégrader, les députés européens demandent aux autorités russes d'ouvrir une enquête exhaustive, indépendante et impartiale, sur les récents assassinats des quatre militants russes Stanislav Markelov, Natalia Estemirova, Zarema Sadulayeva et Alik Dzhabrailov et de traduire en justice les auteurs soupçonnés.

- **Kazakhstan** : les députés ont appelé les autorités kazakhes à réviser la peine infligée au militant des droits de l'Homme, Evgeniy Zhovtis, condamné à quatre ans d'emprisonnement à l'issue d'un procès où les règles fondamentales d'équité n'ont pas été respectées. (Le 3 septembre 2009, Evgeniy Zhovtis, directeur du Bureau international du Kazakhstan pour les droits de l'homme et l'état de droit, a été déclaré coupable d'homicide involontaire pour avoir heurté un piéton et causé sa mort alors qu'il était au volant de sa voiture le 26 juillet 2009.)

- **Syrie** : le Parlement européen a lancé un appel en faveur de la libération immédiate de l'avocat syrien de renom Muhannad al Hassani arrêté le 28 juillet 2009 en raison de son action légitime de défense des prisonniers politiques en Syrie. Détenu à la prison d'Adra à Damas, ce spécialiste des droits humains aurait été inculpé d' "atteinte au sentiment national" et de "diffusion de fausses informations".

[Retrouvez ici tous les dossiers de la session plénière](#)

Nous contacter :

Marielle de Sarnez
Parlement européen
60 rue Wiertz – B-1047 Bruxelles
e-mail : marielle.desarnez@europarl.europa.eu

Consultez l'actualité européenne du Mouvement Démocrate sur le site : www.mouvementdemocrate.fr